

République Française
Département de la Côte d'Or



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 9 avril 2026

Date de la Convocation :
02 avril 2026
Date de mise en ligne sur le site internet : 20 avril 2026

| Nombre de membres et Votes | |
|----------------------------|----|
| <u>En exercice</u> : | 50 |
| <u>Quorum</u> : | 26 |
| <u>Présents</u> : | 43 |
| <u>Absents</u> : | 7 |
| dont suppléés : | 1 |
| dont pouvoirs : | 6 |
| <u>Votants</u> : | 50 |
| - <u>Pour</u> : | 49 |
| - <u>Abstention</u> : | 1 |
| - <u>Contre</u> : | / |

Le neuf avril deux mille vingt-six à dix-neuf heures, le conseil communautaire régulièrement convoqué s'est réuni à Mirebeau sur Bèze, salle Gustave Eiffel du Forum, sous la présidence de Monsieur Didier LENOIR.

Étaient présents : Jérémy BERNARD – Laurent BOISSEROLLES – François BOLOT – Christophe CADET – Anne CATRIN – Christian CHARLOT – Lou COUILLEROT – Robert CREUX – Roland DE BRETTEVILLE – Emmanuel DE BROISSIA – Gérard DEGUY – Caroline DEMONGEOT – Emmanuel DONICHAK – Pierre DUVERNOIS – Michel FOIN – Hugues FOURNEY – Franck GAILLARD – Céline GERICAULT – Bernard GRIBELIN – Martial GRIBELIN – Michel JEANDET – Didier LENOIR – Marcel MARCEAU – Michel MAROTEL – Bruno MATEOS-MARTIN – Dominique MATIRON – Virginie MEUNIER – Pascal NAUDET – Christiane PERRUCHOT – Bernard PETIT – Didier PETITJEAN – Séverine PRUDHOMME – Isabelle QUIROT – Gérard RAFFIOT – David RICHARD – Brigitte RIVIERE – Jean-Marie ROSEY – Marie-Claude ROUGEOT – Nicolas TASSIN – Pascal THERON – Laurent THOMAS – Pierrette TRIBOLET – Nicolas URBANO

Étaient excusés : Hervé BAUMONT – Samuel BOURGEOIS – Pauline CORDELIER-BOUHOURS – Corinne CRETIN – Bernard MARCHAL – Patrick MOREAU – Elise THEUREL

Étaient absents : /

Ont donné pouvoir : Hervé BAUMONT pouvoir à Michel FOIN – Samuel BOURGEOIS pouvoir à Virginie MEUNIER – Pauline CORDELIER-BOUHOURS pouvoir à Lou COUILLEROT – Corinne CRETIN pouvoir à Michel MAROTEL – Bernard MARCHAL pouvoir à Christophe CADET – Elise THEUREL pouvoir à Céline GERICAULT

Suppléants présents : Mathieu MARPAUX (*suppléant de Patrick MOREAU*)

Secrétaire de séance : Jérémy BERNARD

Objet de la Délibération n°2026-02-01 : Détermination du nombre de Vice-Présidents et composition du Bureau

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 octobre 2025, constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI et leur répartition par commune membre ;

Considérant que le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre ne puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents ;

Considérant que l'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des deux règles précitées, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze ;

Considérant que le conseil communautaire peut également prévoir que d'autres conseillers soient membres du bureau, en sus des vice-présidences, sans limitation de nombre ;

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, par vote à main levée :

DECIDE de fixer le nombre de Vice-Présidents à 10.

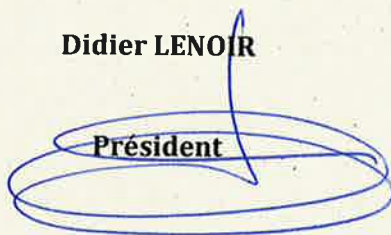
DECIDE de fixer le nombre des autres membres du bureau à 2.

DECIDE que le bureau sera composé du Président, des dix Vice-présidents et des deux membres du Bureau, conseillers communautaires délégués.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus
Pour expédition conforme au contrôle de légalité

A Mirebeau-sur-Bèze, le 10 avril 2026

Didier LENOIR


Président

Jérémy BERNARD



Secrétaire



Pièces jointes : /

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de DIJON ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Mirebellois et Fontenois, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.